

MUNICIPALITÉ DE PÉRIBONKA

PROCÈS-VERBAL — SÉANCE ORDINAIRE DU CONSEIL

Date : lundi 08 juin 2026

Heure : 19h00

Lieu : Espace Péribonka

PRÉSENCES

- Mairesse: Carole Tremblay
- Conseillère si ge 2: Melanie Larouche
- Conseiller si ge 3: Normand Fortin
- Conseiller si ge 4: André Boudreault
- Conseiller si ge 5: Michel Lavoie
- Conseiller si ge 6: Charles Gauthier
- Directeur général et greffier-trésorier : Samuel Boivin

ABSENCE : Conseiller si ge 1: Ghislain Goulet

La mairesse président la séance conformément à l'article 322 du Code municipal du Québec (CMQ). Le directeur général et greffier-trésorier agit comme secrétaire de la séance.

1. OUVERTURE DE LA SÉANCE ET CONSTAT DU QUORUM

Résolution n  2026-06-72

ATTENDU que tous les membres du conseil ont été d ument convoqués selon l'article 323 du CMQ;

ATTENDU qu'un quorum est constitué selon l'article 318 du CMQ;

EN CONSÉQUENCE, il est **PROPOSÉ PAR** Michel Lavoie et **RÉSOLU :**

QUE la séance soit ouverte à 19h00 et le quorum constaté.

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Résolution n  n  2026-06-73

PROPOSÉ PAR Mélanie Larouche

QUE l'ordre du jour présenté soit adopté, conformément à l'article 322.1 du CMQ, avec possibilité d'ajouter des points en « Varia ».

3. EXLECTURE ET ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 11 MAI 2026

Résolution n  n  2026-06-74

ATTENDU QUE les membres du conseil ont reçu copie du procès-verbal de la séance du 11 mai 2026;

ATTENDU QUE les membres du conseil en ont pris connaissance dans les délais prévus;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR Charles Gauthier **ET RÉSOLU :**

- **D'exempter le directeur général de faire la lecture du procès-verbal de la séance de mai et d'adopter ledit procès-verbal tel que présenté.**

Adoptée à l'unanimité

4. FINANCES

4.1 ADOPTION ET PAIEMENT DES COMPTES ET SALAIRES DU MOIS DE MAI 2026

Résolution n  2026-06-75

Le responsable du comité des finances, M. André Boudreault, présente au conseil la liste des factures à payer ainsi que la liste des salaires pour le mois de mai 2026. Le montant des factures à payer s'élève à 104 250 \$ et le montant des salaires pour la même période est de 34 732 \$ le tout tel qu'il apparaît sur les listes préparées en détail et déposées à chacun des membres du conseil de la municipalité de Péribonka.

Je soussigné, monsieur Samuel Boivin Directeur général et greffier-trésorier, certifie que la Municipalité disposait des crédits suffisants pour les fins auxquelles les dépenses ci-dessus sont autorisées. Sur la proposition d'André Boudreault, conseiller, il est appuyé et résolu unanimement d'adopter le paiement des factures et des salaires du mois de mai 2026.

Adoptée à l'unanimité.

5. RÉSOLUTIONS

5.1 ADOPTION DU BUDGHET RÉVISÉ 2026 DE L'OMH PÉRIBONKA

Résolution n  2026-06-76

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Péribonka a pris connaissance du budget révisé 2026 de l'OMH Maria-Chapdelaine;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Péribonka est en accord avec le celui-ci;

Il est proposé par Normand Fortin et adopté à l'unanimité d'approuver le budget révisé 2026 de l'OMH Maria-Chapdelaine

5.2 ACHAT ET INSTALLATION DE CLÔTURES POUR LE PROJET DE PROMENADE RIVERAINE 2026

Résolution n  2026-06-77

ATTENDU QUE la Municipalité réalise le projet de la Promenade riveraine 2026 visant l'amélioration et la sécurisation des infrastructures récréotouristiques du secteur;

ATTENDU QUE des travaux de fourniture et d'installation de clôtures sont requis dans le cadre de ce projet;

ATTENDU QUE l'entreprise Clôture du Lac a soumis une proposition au montant de 63 523,69 \$, taxes incluses, pour la fourniture et l'installation des clôtures requises;

ATTENDU QUE cette dépense est prévue au budget dans le cadre du projet Promenade riveraine 2026;

IL EST PROPOSÉ PAR Michel Lavoie
ET RÉSOLU UNANIMEMENT :

QUE le conseil municipal autorise l'octroi du contrat de fourniture et d'installation de clôtures pour le projet Promenade riveraine 2026 à l'entreprise Clôture du Lac, pour un montant de 63 523,69 \$, taxes incluses;

QUE le directeur général soit autorisé à signer, pour et au nom de la Municipalité, tout document nécessaire à la réalisation de ce contrat;

QUE la dépense soit imputée au poste budgétaire ou à la subvention applicable au projet Promenade riveraine 2026.

5.3 ADOPTION DE LA POLITIQUE INTÉGRÉE : VIVRE ET S'ÉPANOUIR   PÉRIBONKA 2026-2030

Résolution n  2026-06-78

ATTENDU QUE la Municipalité de Péribonka souhaite se doter d'un cadre de référence favorisant le développement d'un milieu de vie inclusif, accessible, sécuritaire et dynamique pour l'ensemble de sa population;

ATTENDU QUE la Politique intégrée « Vivre et s'épanouir   Péribonka 2026-2030 » regroupe les orientations municipales destinées aux a n s, aux familles, aux jeunes et aux nouveaux arrivants dans une approche cohérente et concertée;

ATTENDU QUE cette politique établit des objectifs et des actions touchant notamment la participation sociale, l'inclusion, l'habitation, la santé, le transport, la sécurité, les loisirs, les espaces publics ainsi que les communications;

ATTENDU QUE le conseil municipal reconnaît l'importance de planifier le développement communautaire en fonction des besoins actuels et futurs de la population de Péribonka;

ATTENDU QUE le document de politique a été présenté aux membres du conseil municipal pour étude et considération;

IL EST PROPOSÉ PAR Mélanie Larouche
ET RÉSOLU UNANIMEMENT :

QUE le conseil municipal adopte officiellement la Politique intégrée « Vivre et s'épanouir   Péribonka 2026-2030 », telle que déposée et présentée aux membres du conseil;

QUE cette politique constitue le cadre de référence municipal pour l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des actions visant l'amélioration de la qualité de vie des citoyens de Péribonka;

QUE la direction générale soit autorisée à entreprendre les démarches nécessaires à la mise en œuvre du plan d'action qui en découle, à rechercher les programmes de financement appropriés et à assurer le suivi périodique des objectifs établis;

QUE copie de la présente résolution soit transmise aux partenaires concernés et conservée aux archives municipales.

5.4 AUTORISATION DE SIGNATURE : BAIL SANTÉ QUÉBEC

Résolution n° 2026-06-79

ATTENDU QUE Santé Québec souhaite conclure un bail avec la Municipalité de Péribonka concernant l'occupation de locaux situés dans un immeuble municipal;

ATTENDU QUE les parties ont convenu des conditions du bail visant à permettre la prestation de services de santé à la population du territoire;

ATTENDU QUE le conseil municipal a pris connaissance du projet de bail et juge opportun de procéder à sa conclusion;

IL EST PROPOSÉ PAR Normand Fortin
ET RÉSOLU UNANIMEMENT :

QUE le conseil municipal approuve le bail à intervenir entre la Municipalité de Péribonka et Santé Québec, selon les conditions et modalités prévues au projet de bail présenté au conseil;

QUE le directeur général soit autorisé à signer, pour et au nom de la Municipalité de Péribonka, le bail ainsi que tout document nécessaire ou utile pour donner plein effet à la présente résolution;

QUE la présente autorisation demeure valide pour toute modification mineure au bail ne changeant pas sa nature ni ses conditions essentielles.

5.5 RÉOLUTION DÉPÔT DU PROJET DE REMPLACEMENT D'ENTENTE POUR LA RÉGIE INTERMUNICIPALE DU PARC INDUSTRIEL DE LA MRC DE MARIA-CHAPDELAINE

Résolution n° 2026-06-80

ATTENDU QUE le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire a, conformément à l'article 468.11 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19) et à l'article 580 du Code municipal du Québec (RLRQ, chapitre C-27.1), décrété, le 25 janvier 2016, la constitution de la « Régie intermunicipale du Parc industriel de la MRC de Maria-Chapdelaine »;

ATTENDU QUE l'entente signée le 23 juin 2015 par les municipalités du territoire de la MRC de Maria-Chapdelaine permettant la constitution et régissant ladite régie est active jusqu'au 23 juin 2030, suivant son renouvellement automatique, pour une période de cinq ans en juin 2025;

ATTENDU QUE le Conseil de la Municipalité de Péribonka estime, qu'il y a lieu de maintenir la régie, mais que l'entente actuelle soit remplacée par une nouvelle entente plutôt que modifiée, compte tenu des nombreuses modifications à apportées.

ATTENDU QUE cette nouvelle entente soit d'une durée de dix (10) ans, renouvelable automatiquement pour des périodes subséquentes de cinq ans;

ATTENDU QUE le projet de remplacement d'entente est déposé à la présente séance;

IL EST PROPOSÉ PAR Michel Lavoie,
APPUYÉ ET RÉSOLU UNANIMEMENT :

QUE le Conseil de la Municipalité de Péribonka autorise et accepte le remplacement de l'entente de la Régie intermunicipale du Parc industriel de la MRC de Maria-Chapdelaine; et,

QUE la mairesse et le directeur général soient autorisés à signer la nouvelle entente intermunicipale à intervenir entre les parties.

5.6 ADOPTION DU RÈGLEMENT N° 2026-11 CONCERNANT L'INSTALLATION ET L'ENTRETIEN DES COMPTEURS D'EAU EN VUE DE MESURER LA CONSOMMATION DE L'EAU POTABLE DES IMMEUBLES NON RÉSIDENTIELS

Résolution n° 2026-06-81

ATTENDU QUE la Stratégie québécoise d'économie d'eau potable prévoit la mise en place de mesures visant une meilleure gestion des réseaux municipaux d'aqueduc;

ATTENDU QUE les municipalités doivent mettre en œuvre des actions permettant de mesurer et de réduire la consommation d'eau potable;

ATTENDU QUE l'installation de compteurs d'eau dans les immeubles non résidentiels permet à la Municipalité d'obtenir des données fiables sur la consommation d'eau potable et d'améliorer la gestion de cette ressource;

ATTENDU QU'UN avis de motion a été dûment donné lors de la séance du conseil tenue le 13 avril 2026 et qu'un projet de règlement a été déposé à cette même séance;

ATTENDU QUE les membres du conseil déclarent avoir reçu copie du règlement dans les délais prescrits par la loi et renoncent à sa lecture;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR Charles Gauthier

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

QUE le conseil municipal adopte le **Règlement n° 2026-11 concernant l'installation et l'entretien des compteurs d'eau en vue de mesurer la consommation de l'eau potable des immeubles non résidentiels;**

QUE le directeur général et greffier-trésorier soient autorisés à signer tout document requis pour la mise en œuvre de ce règlement;

QUE le règlement entre en vigueur conformément à la Loi.

5.7 REMBOURSEMENT DE 50 % DU COÛT DE LA CARTE ANNUELLE DU PARC NATIONAL DE LA POINTE-TAILLON (SÉPAQ) POUR LES RÉSIDENTS DE PÉRIBONKA

Résolution n° 2026-06-82

ATTENDU QUE la Municipalité souhaite favoriser l'accès à ses citoyens aux activités de plein air, à la pratique de saines habitudes de vie et à la découverte du patrimoine naturel régional;

ATTENDU QUE la Municipalité désire encourager la fréquentation du Parc national de la Pointe-Taillon par les résidents de Péribonka;

ATTENDU QUE la carte annuelle de la SÉPAQ permet un accès illimité au Parc national de la Pointe-Taillon pendant une période de douze (12) mois;

IL EST PROPOSÉ PAR Michel Lavoie

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

1. D'autoriser le remboursement de 50% du coût d'achat de la carte annuelle de la SÉPAQ pour le Parc national de la Pointe-Taillon, jusqu'à concurrence d'un montant de 25\$ par citoyen.

2. **QUE** ce remboursement soit offert exclusivement aux résidents de la Municipalité de Péribonka et pour un nombre maximal de 200 cartes par année.
3. **QUE** le remboursement soit accordé sur présentation des documents suivants :
 -   Une preuve d'achat de la carte annuelle  mise par la SÉPAQ;
 -   Une preuve de résidence valide démontrant que le demandeur réside sur le territoire de la Municipalité de Péribonka;
 -   Le formulaire de demande de remboursement prescrit par la Municipalité, le cas échéant.
4. **QUE** la demande de remboursement soit présentée au plus tard le 31 décembre de l'année d'achat.
5. **QUE** les sommes nécessaires à l'application de la présente résolution soient puisées   même le budget courant de la Municipalité.
6. **QUE** l'administration municipale soit autorisée à mettre en œuvre le programme et à effectuer les remboursements conformément aux modalités prévues à la présente résolution.

5.8 AUTORISATION DE SIGNATURE : BAIL MUSÉE LOUIS-HÉMON

Résolution n  2026-06-83

ATTENDU QUE la Municipalité de Péribonka souhaite conclure un bail avec le Musée Louis-Hémon concernant l'occupation de locaux municipaux;

ATTENDU QUE le loyer annuel convenu est de 47 115 \$ plus les taxes applicables;

ATTENDU QUE les parties désirent conclure un bail d'une durée de cinq (5) ans;

IL EST PROPOSÉ PAR Charles Gauthier

ET RÉSOLU   L'UNANIMITÉ :

1. D'autoriser la location des locaux au Musée Louis-Hémon selon les conditions prévues au bail;
2. D'approuver un loyer annuel de 47 115 \$, plus les taxes applicables;
3. D'approuver une durée de cinq (5) ans pour le bail;

4. D'autoriser la mairesse et le directeur général à signer, pour et au nom de la Municipalité de Péribonka, le bail ainsi que tout document nécessaire à sa mise en œuvre.
-

5.9 AUTORISATION DE SIGNATURE : BAIL RÉGIE GÉANT

Résolution n° 2026-06-84

ATTENDU QUE la Municipalité de Péribonka souhaite louer un espace de bureau auprès de la Régie Géant afin d'y aménager le bureau de l'inspecteur municipal;

ATTENDU QUE les modalités de location sont prévues dans un bail à intervenir entre les parties;

IL EST PROPOSÉ PAR André Boudreault

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

1. D'autoriser la conclusion d'un bail avec la Régie Géant pour la location d'un espace destiné au bureau de l'inspecteur municipal;
 2. D'approuver les conditions du bail telles que présentées au conseil;
 3. D'autoriser le directeur général, M. Samuel Boivin, à signer, pour et au nom de la Municipalité de Péribonka, le bail ainsi que tout document nécessaire à sa mise en œuvre.
-

6. AIDE FINANCIÈRE

7. URBANISTE

7.1 RÉSOLUTION CONCERNANT L'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ ET DE LA SÉCURITÉ DES INFRASTRUCTURES DESSERVANT LES SECTEURS DU CHEMIN DU RÉSERVOIR ET DU CHEMIN DU ROYAUME

Résolution n° 2026-06-85

ATTENDU QUE la Municipalité de Péribonka possède des responsabilités en matière de sécurité publique, de protection incendie et d'aménagement du territoire conformément notamment à la Loi sur la sécurité incendie, à la Loi sur les compétences municipales et à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

ATTENDU QUE les chemins privés connus sous les noms de chemin du Réservoir et chemin du Royaume desservent actuellement plusieurs résidences, immeubles et terrains situés sur le territoire de la municipalité;

ATTENDU QUE le secteur du chemin du Réservoir comprend un développement important totalisant approximativement plus de 196 terrains desservis ou projet s;

ATTENDU QUE des projets additionnels de lotissement, de développement et de création de nouvelles phases résidentielles sont envisagés ou anticipés dans les secteurs desservis par ces chemins;

ATTENDU QUE toute augmentation de l'occupation ou de l'intensité du développement dans ces secteurs est susceptible d'accroître les besoins liés:   la sécurité publique, à la circulation, à l'accessibilité des services d'urgence, à la protection incendie et à la capacité des infrastructures existantes;

ATTENDU QUE la Municipalité doit s'assurer que les voies d'accès desservant les développements actuels et futurs permettent une intervention sécuritaire et efficace des services d'urgence;

ATTENDU QUE des préoccupations ont été soulevées relativement notamment; l'état général de certaines portions de chaussée, au drainage, aux conditions hivernales, à la capacité portante et à l'accessibilité des véhicules d'urgence;

ATTENDU QUE la Municipalité juge nécessaire d'obtenir des avis techniques et professionnels afin d'évaluer la conformité, la sécurité et la capacité des infrastructures desservant ces secteurs;

ATTENDU QUE la Municipalité doit agir avec prudence, diligence et dans l'intérêt de la sécurité du public avant d'autoriser toute intensification additionnelle du développement dans ces secteurs;

IL EST PROPOSÉ PAR André Boudreault

ET RÉSOLU   L'UNANIMITÉ :

QUE le conseil municipal reconnaisse qu'une évaluation de la conformité, de la sécurité et de la capacité des infrastructures et des voies d'accès desservant les secteurs du chemin du Réservoir et du chemin du Royaume doit être réalisée;

QUE le directeur général soit autorisé à mandater :

Le service incendie, un ingénieur ou tout professionnel ou consultant jugé nécessaire;

AFIN D'ÉVALUER NOTAMMENT :

L'accessibilité des véhicules d'urgence, la sécurité incendie, la capacité portante, la largeur des voies, les rayons de virage, le drainage, les conditions hivernales et la capacité des infrastructures à supporter les développements actuels et projet s;

QUE toute nouvelle demande visant :

- Un nouveau lotissement;
- La création de nouvelles rues;
- Une nouvelle phase de développement;

Ou tout projet ayant pour effet d'augmenter de façon significative le nombre d'unités d'occupation ou la charge sur les infrastructures existantes dans les secteurs desservis par les chemins du Réservoir et du Royaume fasse l'objet d'une analyse préalable de conformité;

QUE la Municipalité devra obtenir les avis techniques et professionnels lui permettant de conclure que les infrastructures et voies d'accès desservant ces secteurs sont adéquates et sécuritaires;

QUE la présente résolution n'a pas pour effet d'empêcher automatiquement l'émission de permis de construction sur des terrains déjà légalement lotis, lesquels demeurent assujettis:

-   la réglementation municipale applicable;
- Aux exigences de sécurité publique;
- Et à l'analyse habituelle de conformité effectuée par la Municipalité;

QUE les promoteurs, propriétaires ou responsables des infrastructures concernées puissent être invités à soumettre :

- Des études techniques;
- Des plans correctifs;
- Des plans d'ingénierie;
- Des échéanciers de travaux;
- Des mesures de mitigation;

Ou toute autre documentation jugée nécessaire afin d'assurer la conformité et la sécurité des infrastructures desservant ces secteurs;

QUE le directeur général, le service d'urbanisme et les procureurs de la Municipalité soient autorisés à entreprendre toute démarche administrative, réglementaire ou judiciaire jugée nécessaire afin d'assurer :

- La protection du public;
- Le respect de la réglementation municipale;

Et la conformité des infrastructures desservant ces développements

8. AVIS DE MOTION

8.1 AVIS DE MOTION RÈGLEMENT 2026-12 MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE NUMÉRO 2011-05 AFIN D'ENCADRER L'UTILISATION DES CONTENEURS MARITIMES

Conformément à l'article 445 du Code municipal du Québec, avis de motion est par les présentes donné par Normand Fortin, conseiller, qu'à une séance subséquente du conseil municipal sera présenté pour adoption un règlement modifiant le règlement de zonage no 2011-05 afin d'encadrer l'utilisation des conteneurs maritimes.

Ce règlement a pour objet d'établir les conditions applicables à l'implantation et à l'apparence des conteneurs maritimes utilisés à titre de bâtiments complémentaires sur le territoire de la municipalité, notamment en fonction des usages résidentiels, commerciaux, industriels, agricoles et forestiers.

Conformément aux dispositions du Code municipal du Québec, le projet de règlement est déposé séance tenante.

9. VARIA

9.1 RÉSOLUTION PROJET DE LOI 11

Résolution n  2026-06-86

CONSIDÉRANT QUE la Commission de l conomie et du travail a adopté le texte du projet de loi n  11 qui vise l all gement du fardeau réglementaire et administratif pour les PME et que celui-ci a été déposé le 7 mai lors des travaux de l Assembl e nationale du Québec;

CONSIDÉRANT QUE ce projet de loi apporte certaines modifications à la « Loi sur l am nagement durable du territoire forestier » dont l abolition de la redevance annuelle et du Bureau de mise en marché des bois avec son principe de mise aux enchères de volume de bois;

CONSIDÉRANT QUE ces modifications répondent en partie à la modernisation nécessaire de l actuel régime forestier et viennent résoudre certains irritants majeurs qui entraine une perte de compétitivité de l industrie québécoise sur le marché du bois d uvre;

CONSIDÉRANT QUE ce projet de loi introduit la notion de « projet pilote » dans la « Loi sur l am nagement durable du territoire forestier » ;

CONSIDÉRANT QUE cet ajout législatif va permettre d  tudier, d am liorer ou de définir des normes et même d exp rimer ou innover en lien avec les pratiques édictées par Loi sur l am nagement durable du territoire forestier et les règlements qui s y rattachent;

CONSIDÉRANT QUE des discussions sont en cours afin d  laborer un projet pilote dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean;

CONSIDÉRANT QUE la section parlementaire de l Assembl e nationale est chargée et que le temps passe rapidement;

CONSIDÉRANT QU UNE élection provinciale aura lieu à l automne 2026 et que les travaux parlementaires seront reportés;

IL EST PROPOSÉ PAR Michel Lavoie

APPUYÉ ET RÉSOLU UNANIMEMENT

QUE le gouvernement mette en place toutes les conditions pour favoriser une adoption du projet de loi n 11 dans l actuelle section parlementaire, et ce, dans les plus brefs délais;

QUE le gouvernement du Québec envoie enfin un signal tangible qu il sera présent pour soutenir les communautés forestières qui sont grandement affectées par le contexte qui affectent l industrie de bois.

9.2 RÉSOLUTION FERMETURE ET/OU RELOCALISATION DES BUREAUX DE L'APF DOLBEAU-MISTASSINI

Résolution n° 2026-06-87

CONSIDÉRANT QUE la mission des bureaux de la Protection de la faune du Québec est d'assurer la pérennité de la biodiversité et la sécurité publique en faisant respecter les lois fauniques;

CONSIDÉRANT QUE les bureaux de la Protection de la faune du Québec sont répartis en directions régionales sous l'égide du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs dont un est situé à Dolbeau-Mistassini sur le territoire de la MRC de Maria-Chapdelaine;

CONSIDÉRANT QUE la MRC de Maria-Chapdelaine est l'une des plus grande MRC au Québec avec plus de 40 000 km² dont 80 % de la superficie est constitué de forêt;

CONSIDÉRANT QUE 95% de la forêt de la MRC est en territoire publique et que les citoyens autant que les amateurs de chasse et de pêche de l'extérieur viennent y pratiquer leurs activités de récolte de la faune;

CONSIDÉRANT QUE les nouveaux postes d'agentes et d'agents (recrutement et mouvements de personnel) sont concentrés pratiquement aux mêmes endroits et que malheureusement, le bureau de notre MRC ne semble pas faire partie de la stratégie gouvernementale;

CONSIDÉRANT QU'au cours des derniers mois, certaines centrales syndicales ont dénoncé publiquement la volonté gouvernementale de fermer environ 40 % des édifices gouvernementaux et que la Protection de la faune du Québec n'échappe pas à cette situation;

CONSIDÉRANT QUE le service aux citoyens ne sera plus au rendez-vous si le gouvernement ferme ou relocalise le bureau de notre territoire;

CONSIDÉRANT QUE la protection faunique de notre territoire sera considérablement réduite, voire abandonnée si le gouvernement ferme ou relocalise le bureau de notre territoire;

CONSIDÉRANT QUE les citoyens de notre territoire sont en droit d'obtenir une protection territoriale afin d'assurer la préservation des ressources fauniques de son territoire et de sa biodiversité;

CONSIDÉRANT QUE la MRC souhaite conserver voire croître les services gouvernementaux sur son territoire pour assurer les services de proximité et aussi préserver des emplois de qualité sur son territoire;

IL EST PROPOSÉ PAR Charles Gauthier

APPUYÉ ET RÉSOLU UNANIMEMENT :

QUE le conseil de la Municipalité de Péribonka soutienne le Syndicat des agents de protection de la faune du Québec (SAPFQ) dans leurs démarches visant à conserver le bureau de la Protection de la faune présent sur le territoire de notre MRC plus particulièrement dans la municipalité de Dolbeau-Mistassini

QUE le bureau de Dolbeau-Mistassini soit identifié dans la stratégie gouvernementale comme un bureau d'importance du au vaste territoire qu'il doit desservir;

QUE le conseil de la Municipalité de Péribonka transmettre cette résolution au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.

11. PÉRIODE DE QUESTIONS :

12. LEVÉE DE LA SÉANCE

Résolution n  2026-06-88

PROPOSÉ PAR Normand Fortin

QUE la séance soit levée à 20H00.

Adoptée à l'unanimité.

CERTIFICAT D'AUTHENTICITÉ

Je, soussigné, SAMUEL BOIVIN directeur général et greffier-trésorier, **certifie** que le présent procès-verbal constitue une copie conforme de l'original.

  Péribonka, ce 08 JUIN 2026

Signature : Samuel Boivin

Nom : SAMUEL BOIVIN

Titre : Directeur général et greffier-trésorier

Signature : Carole Tremblay

Nom : CAROLE TREMBLAY

Titre : Mairesse de Péribonka

